

INVESTISSEMENT DANS LA WILAYA DE TIZI-OUZOU

Le constat alarmant de l'APW

Malgré la mobilisation d'un portefeuille foncier industriel et touristique et la disponibilité d'un potentiel non négligeable en ressources humaines, le désinvestissement perdure dans la wilaya de Tizi-Ouzou. C'est ce qu'ont déploré les élus de l'APW de Tizi-Ouzou lors d'une session extraordinaire organisée lundi dernier.

De nombreux séminaires ont été organisés par le passé au problème du désinvestissement. Le même constat de carence a été une nouvelle fois dressé, lors de la session de lundi dernier. Les causes du blocage s'expliquent par le concours de plusieurs facteurs.

Si la dégradation de la situation sécuritaire vécue, durant ces dernières années, a été fatale pour le tissu industriel de la wilaya dont beaucoup d'opérateurs économiques ont préféré délocaliser leurs activités, l'acte d'investir est aussi contrarié par un environnement défavorable et dissuasif. Et pour cause, un management institutionnel incohérent caractérisé par des lenteurs bureaucratiques.

On déplore aussi l'état déplorable des surfaces dédiées à l'investissement. Celles-ci représentent près d'un millier d'hectares répartis sur près d'une trentaine de zones d'activité et industrielles et autres zones destinées au développement touristique.

Sur les 1 656 lots dégagés à travers les zones existantes, 881 seulement sont affectés et 773 restent encore vacants. 38 sont réservés à la mise en place des équipements d'accompagnement de ces zones.

Le rapport de la commission de l'APW mentionne les multiples problèmes de fonctionnement et de gestion de ces zones. Celles-ci sont en butte aux problèmes mul-

tiples tels que l'existence d'indus occupants, de détournement de vocation des lots attribués. Certains attributaires vont même jusqu'à sous-louer les espaces pour lesquels ils ont reçu des titres de propriété sans jamais les exploiter.

L'autre problème soulevé est la viabilisation de ces zones dont la plupart datent des années 1980. L'intervention de l'Etat est sollicitée pour la mise à niveau de ces

assiettes foncières et lever certaines situations jugées litigieuses.

«Dans beaucoup de zones d'activité gérées par la Sogi, à l'exemple de celle de Draâ-Ben-Khedda, des lots sont attribués depuis vingt ans sans que l'organisme de gestion qui les avait vendus ne s'en inquiète. Cette situation a permis la prolifération de transactions illicites ainsi que la transformation d'une partie de ces zones en quartiers résidentiels et cela au détriment de l'investissement», lit-on sur le rapport de la commission de l'APW chargée de l'investissement, du local, équipement et de l'emploi.

Le même rapport, ainsi que des élus qui sont intervenus dans le

débat ont souligné que la multiplicité des organes de gestion de ces zones constitue une contrainte au lieu d'être des facilitateurs à l'acte d'investir. «Sans les agréments du Calpiref aucun projet d'investissement n'est possible», note le rapport de l'APW qui précise : «Il a été relevé lors des réunions de la commission avec les responsables de la wilaya le nombre de dossiers traités par cet organisme ainsi que la lenteur dans la programmation de ses réunions. Il a été constaté de même que beaucoup de projets sont rejetés faute de terrains à l'intérieur des zones comme à l'extérieur», déplore la commission pour qui «l'investissement a été délaissé par les pouvoirs publics; les dif-

férents événements qu'a connus cette wilaya ont fait que l'investissement ne constituait pas une priorité pour les autorités. Une politique de découragement et de délocalisation des investissements munis de leurs fonds et savoir-faire a laissé place à l'envahissement par des indus occupants de la plus part des assiettes destinées à l'investissement», déplorent encore les élus qui s'alarment du fait que cette situation a induit des pertes économiques incommensurables pour de nombreuses communes et daïras. D'où «l'exode des jeunes vers le chef-lieu de wilaya où ils sont livrés à des emplois précaires et à des activités illicites».

S. A. M.

IL AVAIT RÉCLAMÉ 4 MILLIARDS DE CENTIMES À L'ENTREPRISE «EL WAÂD ESSADEK»

Un cadre de la Direction des impôts de Bouira arrêté la main dans le sac

Un cadre de la Direction des impôts de la wilaya de Bouira a été arrêté jeudi dernier, au domicile de ses beaux-parents à El-Hachimia, pour tentative de corruption à l'encontre de l'entreprise «El Waâd Essadek» spécialisée dans la commercialisation des véhicules, neufs et usagés, ainsi que l'immobilier, le foncier et plusieurs autres transactions commerciales, a-t-on appris hier auprès des responsables de cette entreprise sise à Sour-El-Ghozlane, à 30 kilomètres au sud de Bouira.

Selon nos interlocuteurs, les faits remontent à une dizaine de jours, lorsque, R. M., cadre de la Direction des impôts occupant le poste de vérificateur comptable, s'est déplacé en compagnie de quatre autres personnes à Sour-El-Ghozlane et s'est présenté à cette entreprise comme étant chargé par sa direction pour opérer certaines vérifications comptables. En cours de discussion, ce cadre aurait insinué au pre-

mier responsable de cette entreprise «El Waâd Essadek» que la Direction des impôts allait faire tout pour le casser sauf si bien sûr il consentirait à payer en espèces une somme de 4 milliards de centimes moyennant son silence.

Après cette virée et tout en lui promettant de lui remettre cette somme, le responsable de l'entreprise «El Waâd Essadek» alla directement voir le chef de Sûreté de wilaya pour lui

faire part de cette tentative de corruption. Le chef de Sûreté de wilaya a confié la tâche aux éléments du BRI (Bureau de recherche et d'investigation), lesquels, après avoir filmé les billets d'une somme de 500 millions de centimes qu'ils ont remis au responsable de cette entreprise, ont tendu une souricière à ce cadre indélicat qui fut pris en flagrant délit de corruption au niveau du domicile de ses beaux-parents à El-Hachimia, le jeudi à 23 heures.

Arrêté sur place en compagnie d'un de ses complices, les deux mis en cause ont été placés en garde à vue au niveau de la Sûreté de wilaya en attendant leur traduction devant le procureur ce dimanche.

Y. Y.

BÉJAÏA

Arrestation d'un escroc de nationalité marocaine

Deux Marocains en situation irrégulière ont été identifiés et activement recherchés par les services de police de la daïra de Tichy pour escroquerie en bande organisée.

Le cerveau du groupe, un certain L. A. L., natif de Taza (Maroc), a été interpellé en flagrant délit, suite à une filature des enquêteurs, consécutivement à une plainte déposée en date du 16 février dernier par une dame, victime du groupe en question, qui présumait être spécialisé en maçonnerie, avant de disparaître avec une avance sur le devis du marché, estimé à 100 000 DA.

Le clandestin marocain qui n'en est pas à sa première affaire, puisque plusieurs autres plaintes ont été signalées ailleurs, a avoué les faits qui lui ont été reprochés avant de dénoncer ses deux compatriotes complices. Ce dernier a été écroué à Béjaïa par les autorités judiciaires pour séjour irrégulier et escroquerie en bande organisée en attendant les suites de l'affaire et sa

comparution devant le tribunal correctionnel.

A Béjaïa, et plus exactement au niveau du 1^{er} arrondissement, la police a mis fin aux agissements de D. A. M., âgé de 38 ans, un repris de justice bien connu dans le domaine de la drogue qui a été pris en flagrant délit de commercialisation de produits stupéfiants à Bab El Fouka, un quartier du centre-ville.

L'individu n'a pas trop résisté devant les faits avons-nous appris de sources policières et a été embarqué

avec une grande quantité de kif traité et une importante somme d'argent retrouvée sur les lieux de son interpellation. Il a été présenté le 18 février dernier devant le parquet qui l'a aussitôt envoyé à la maison d'arrêt de la ville.

Un autre repris de justice a été déferé devant la justice en date du 18 février, cette fois-ci à Seddouk, suite à une enquête déclenchée par les services de police de cette daïra, consécutivement à un vol commis par effraction dans la nuit du 17 au 18 janvier de l'année en cours, dans le garage d'un

retraité de la-dite ville.

B. A. H. 33 ans, natif de Seddouk, a été arrêté par la police suite à une minutieuse enquête diligentée en faveur de cette affaire qui a défrayé la chronique locale.

L'auteur a été interpellé dans un bar de la région, avant d'avouer les faits et dénoncer son complice présumé, A. H. âgé de 21 ans. Tous deux ont été immédiatement déferés devant le parquet d'Akbou, qui les a ensuite incarcérés pour vol qualifié et recel.

Kamel Gaci

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le réseau 3G++ de Ooredoo élargi à 19 wilayas

- Ooredoo lance la 3G++ dans 9 nouvelles wilayas
- 14 millions d'Algériens couverts avec la 3G++ dans 19 wilayas

Après accord de l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications (ARPT), Ooredoo élargit son réseau de couverture 3G et lance ses services dans 9 nouvelles wilayas à savoir : **Blida, Boumerdès, Tipaza, Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Aïn Defla, Biskra, El Oued et Médéa.**

Ces neuf nouvelles wilayas viennent s'ajouter aux 10 autres déjà couvertes dès le lancement commercial de la 3G le 13 décembre 2013, en l'occurrence, **Alger, Oran, Constantine, Ouargla, Sétif, Béjaïa, Chlef, Djelfa, Ghardaïa et Bouira**, portant ainsi le nombre total de wilayas couvertes à 19 pour une population globale de 14 millions d'habitants.

A cette occasion le Directeur Général de Ooredoo M. Joseph Ged a déclaré : «Ooredoo honore une nouvelle fois son engagement qui consiste à donner l'accès à la technologie 3G au plus grand nombre d'Algériens. En ouvrant notre réseau 3G++ dans dix-neuf wilayas, nous donnons à nos millions de clients l'opportunité de profiter des avantages de cette technologie et de vivre pleinement leur expérience de l'Internet

mobile à haut débit grâce au meilleur réseau 3G++ en Algérie. Nos clients bénéficieront des meilleurs prix et des offres simples, abordables et transparentes avec la même qualité et ce à travers les 19 wilayas que nous couvrons à ce jour.»

Les clients Ooredoo à travers les 19 wilayas accéderont de façon simple et rapide aux services 3G tels que les appels en vidéo, la radio en ligne, le téléchargement d'applications, le visionnage de vidéos et de chaînes TV en streaming, l'accès aux réseaux sociaux etc., et ce à partir de l'équipement de leur choix : Smartphone, Tablette et Clé Internet.

Pour bénéficier des services 3G, il suffit au client de se rapprocher de l'un des Espaces Ooredoo, City-shops ou points de vente agréés répartis sur l'ensemble du territoire national pour signer son contrat 3G, sans engagement et en gardant le même numéro, en présentant une copie légalisée de sa pièce d'identité.

Le Département des Relations publiques et Médias
Ooredoo